

Democracy in Europe Movement 2025

►► diem25.org/diem25-presente-son-plan-en-trois-etapes-pour-eviter-une-depression-economique-liee-au-covid-19

28 mars
2020

►► DiEM25

- **Step 1:**
Issue €1 trillion ECB-Eurobond
- **Step 2:**
Inject a €2000 European Solidarity Cash Payment
- **Step 3:**
Introduce a European Green Recovery and Investment Program

diem25.org

DiEM25 présente son plan en trois étapes pour éviter une dépression économique liée au COVID-19

►► DiEM25

- **Step 1:**
Issue €1 trillion ECB-Eurobond
- **Step 2:**
Inject a €2000 European Solidarity Cash Payment
- **Step 3:**
Introduce a European Green Recovery and Investment Program

diem25.org

Plan en 3 points de DiEM25 pour la pandémie COVID-19

- **Étape 1** : Émettre 1 billion d'euro-obligations de la BCE
- **Étape 2** : Injecter un paiement en espèces de solidarité européenne de 2000 euros
- **Étape 3** : Établir un programme européen d'investissement pour la relance verte

Introduction : des vies, des moyens de subsistance et l'Union au bord du gouffre

La pandémie COVID-19 est le plus grand test pour le projet européen dans l'histoire de l'Union – et ***nous sommes en train d'échouer.***

La solidarité devait être un des principes fondamentaux de l'UE. ***Mais la solidarité fait actuellement défaut, alors qu'elle est plus que jamais nécessaire.***

COVID-19 a révélé une vérité profonde : ce sont ses habitants les plus malades qui montrent le niveau de santé de l'Europe, et c'est la situation des citoyens endettés qui révèle son véritable état de prospérité.

Mais la direction de l'UE est paralysée par son état d'esprit de compétition, qui appauvrit – et aujourd'hui rend malade – ses voisins.

Le prix de cet échec sera bien plus lourd que **la perte de vies et la destruction des moyens de subsistance.** Ce qui s'annonce, c'est ***la désintégration de l'Union elle-même.***

Suivant le plan détaillé dans son Green New Deal pour l'Europe, DiEM25 propose un plan en trois étapes pour protéger tous les résidents européens, pour éviter une dépression économique et pour empêcher l'effondrement de l'Union.

Quatre faits

Notre plan est fondé sur quatre faits cruciaux.

1. **La dette publique va, et doit, augmenter** : la chute précipitée de capitaux dans le secteur privé doit être remplacée par des dépenses publiques. Sinon, les faillites détruiront la plus grande partie de la capacité européenne de production et, ainsi, épuiseront encore davantage l'assiette fiscale.
2. **L'augmentation globale de la dette publique ne doit pas nous diviser** : la dernière crise de l'euro a dramatiquement affaibli la position fiscale de certains États membres et renforcé celle de certains autres. De là résultent les différentes capacités d'absorption fiscale à travers la zone euro. Si le fardeau de l'augmentation de la dette publique n'est pas partagé, la nouvelle crise de l'euro détruira la dernière chance de maintenir l'Union européenne une fois le virus vaincu.

3. **L'euro-obligation est essentielle, mais le diable se cache dans les détails** : neuf gouvernements de la zone euro ont correctement exigé l'émission d'une euro-obligation pour partager une dette publique croissante. Toutefois les questions les plus importantes demeurent : quel établissement devrait l'émettre ? Et qui la soutiendra ? Pour DiEM25, il n'y a qu'une seule réponse : une euro-obligation de la BCE soutenue uniquement par la BCE.
4. **Une euro-obligation est essentielle, mais elle n'est pas suffisante** : deux interventions supplémentaires sont nécessaires. Pendant la pandémie, **l'Europe doit injecter immédiatement de l'argent en espèces dans le compte bancaire de tous ses citoyens** afin d'empêcher autant que possible les faillites et la perte des moyens de subsistance. Une fois que la pandémie recule, **l'Europe doit lancer un programme d'investissement vert important, efficace et commun** pour améliorer la capacité globale de rebondir de l'Europe.

Trois étapes pour unifier l'Europe et éviter une dépression économique liée au COVID-19

Étape 1 : Émettre 1 billion d'euro-obligations de la BCE

Les partisans de l'euro-obligation ont raison : c'est le seul moyen de faire face à l'augmentation de la dette publique sans que l'Union se délite. La question est de savoir *qui doit l'émettre? Et qui devrait la soutenir ?*

L'Europe dispose de trois institutions qui pourraient émettre l'euro-obligation tant attendue : le Mécanisme européen de stabilité (MES), la Banque européenne d'investissement (BEI), et la Banque centrale européenne (BCE). Cependant, deux de ces institutions sont mal adaptées à la tâche urgente qui nous attend.

- **Mécanisme Européen de Stabilité** : le MSE ne doit pas être l'institution émettrice pour deux raisons. Premièrement, sa charte insiste sur le fait que tous les prêts doivent être assortis de certaines conditions, ce qu'aucun gouvernement n'acceptera. Deuxièmement, même si ces conditions sont levées, les obligations "synthétiques" du mécanisme de stabilisation contiennent les germes de la fragmentation de l'Europe.
- **Banque Européenne d'Investissement** : la BEI devrait être utilisée pour émettre des obligations d'investissement, et non des euro-obligations pour soutenir la dette publique (cf. étape 3 ci-dessous)

Ne reste plus que la Banque Centrale Européenne : *la seule institution de l'UE capable d'émettre des euro-obligations thérapeutiques non synthétiques.*

Pour ces raisons, DiEM25 fait les propositions suivantes :

La BCE émet une euro-obligation à long terme (30 ans) pour un montant de 1 billion d'euros, exclusivement soutenue par la BCE, avec la possibilité d'émettre d'autres obligations en cas de besoin.

Le billion d'euros collecté par la BCE sera ensuite utilisé pour remplacer la dette nationale, proportionnellement aux récessions nationales et aux coûts de santé publique induits par le coronavirus.

Étant donné l'échéance de ces euro-obligations de la BCE, l'UE aura trois décennies pour décider de la façon dont elle pourra rembourser sa banque centrale. DiEM25 estime que seul un gouvernement fédéral démocratiquement élu en Europe peut prendre ces décisions. Sans cela, les mesures d'urgence de la BCE ne feront qu'aggraver le déficit démocratique de l'Europe, menaçant une fois de plus la survie de l'Union.

Étape 2 : Injecter un paiement en espèces de solidarité européen de 2000 €

D'innombrables Européens sont actuellement confinés sans capacité de gagner leur vie. Ils ont besoin d'argent liquide ***immédiatement***, pas de prêts ou d'autres mesures d'appui nécessitant de lourdes procédures bureaucratiques.

C'est pourquoi ***nous demandons à la BCE de financer immédiatement les banques commerciales européennes avec 2000 euros par citoyen européen, à créditer directement sur leur compte.***

Pour les personnes sans compte bancaire : ***la BCE doit fournir des espèces à une banque par État membre qui émettra des cartes de débit anonymes et numérotées qui seront distribuées par les autorités locales et nationales à tous les résidents sans compte bancaire.***

- ***Ne laissez personne vous dire que c'est impossible !*** En réponse à COVID-19, les autorités de Hong Kong ont crédité le compte de chaque résident de 1 250 dollars US. En réponse à la crise financière de 2008, le gouvernement australien a fait de même, épargnant au pays la récession qui s'est vicieusement propagée en Europe.
- ***Ne laissez personne vous dire que nous n'en avons pas les moyens !*** Le coût total du paiement de solidarité européen en espèces de 2000 euros pour chaque citoyen européen coûtera à la BCE 750 milliards d'euros – précisément la somme que la BCE vient d'annoncer pour de nouvelles mesures d'assouplissement quantitatif (quantitative easing) : le même assouplissement quantitatif qui n'a pas réussi, avant la pandémie, à aider l'Europe à sortir de sa stagnation.
- ***Que personne ne vous dise que cette solution n'est pas « durable » !*** À la fin de l'année, les États peuvent imposer les particuliers au prorata de leur revenu global, en récupérant une partie de ces paiements en espèces, si nécessaire.

Étape 3 : Établir un programme européen d'investissement pour la relance verte

Lorsque le confinement de l'Europe prendra fin, des industries entières seront proie à la faillite, ayant désespérément besoin de réinvestir et de se réorienter.

L'Europe ne peut pas se permettre de gâcher cette crise, comme elle a gâché la dernière.

La crise de l'euro a laissé l'Europe avec un potentiel de croissance verte plus faible et une capacité amoindrie à concurrencer la Chine et les États-Unis sur les technologies du futur. Nous ne pouvons pas nous permettre de répondre à cette crise par *plus d'austérité, plus de divergences, moins d'investissements et une pénurie d'emplois de qualité.*

C'est pourquoi l'Union Européenne a besoin, après la pandémie, d'un **programme européen permanent de relance verte et d'investissement, financé par une alliance de la BEI et de la BCE et mis en œuvre par une nouvelle Agence européenne pour la relance verte.**

DiEM25 propose au Conseil européen :

- **D'obliger la Banque européenne d'investissement (BEI), et sa filiale le Fonds européen d'investissement (FEI), à émettre des obligations BEI-FEI à hauteur d'environ 5 % du PIB de l'UE, qui seront garanties sur les marchés obligataires par la BCE.**
- **De créer l'Agence européenne pour la relance verte (AERV), avec pour mission de diriger les fonds collectés par l'alliance BEI-BCE vers l'union de l'énergie verte et la fourniture de services de santé publique, d'éducation publique et d'autres biens publics dans toute l'Union.**

Conclusion : Europe va s'unifier ou elle périra.

La création de l'euro a placé l'UE sur un chemin qui mène soit à l'unification, soit à la désintégration. Il n'y a jamais eu de troisième point d'arrivée.

La crise de l'euro a été gelée, mais jamais guérie, par les interventions de la BCE. Mais l'urgence COVID-19 rend désormais impossible le gel de la crise de l'euro.

Soit l'UE va s'unifier pour faire face à cette crise sans précédent, soit elle va périr.

Le plan d'action en trois étapes, proposé par DiEM25, offre la seule voie vers l'unification. Les trois politiques que nous proposons sont immédiatement applicables et conformes aux traités de l'UE.

Ils promettent :

- *De répartir* la charge de la dette entre les États membres de l'UE
- *De donner* à l'Europe les mesures discrétionnaires dont elle a besoin
- *De corriger* l'erreur de l'UE qui consiste à confondre une crise *d'insolvabilité* avec une crise de *liquidité*
- *De protéger* les résidents européens contre les pertes de revenus dues au COVID-19
- *De réaliser* les investissements publics verts pour aider l'Europe à rebondir durablement

Une fois que le plan d'action en trois étapes proposé par DiEM25 aura été mis en œuvre, l'Europe aura une chance de devenir une véritable Union démocratique. La seule autre option est la désintégration.

Voulez-vous être informés des actions de DiEM25 ? [Enregistrez-vous ici!](#)